

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
VILLE DU VAUCLIN
PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 12 novembre 2024 à 18h

Membres Présents : 19

M Jimmy FARREAUX Président de séance
Mme Fiona RESIDANT Secrétaire de séance
M Tony DAVIDAS, M François BABO, Mme Tuile TONNET, M Ludovic OCCOLIER, Mme Nathalie CANCORIET, M Chantal MINOT, Mme Elodie LUTHBERT, Mme Marlène MAINGÉ, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M Lyail ZACHARIE, M Teddy POPULO, M Jekheil MELCHIOR, M Stephan MARGUERITE, M Georges CLEON, Mme Mireille VOLTINE, M Alex AUGUSTE-CHARLERY, Mme Lucie LEBRAVE

Membres absents ayant donné procuration : 4

Mme Odile RESIDENT donne pouvoir à Mme Fiona RESIDANT
M Ernest JEAN-LAMBERT donne pouvoir à M. Georges CLEON
Mme Christiane MORAND donne pouvoir à M. François BABO
Mme Samantha ZAMOR donne pouvoir à Mme Elodie LUTHBERT

Membres absents : 5

Mme Elodie BAPTE
M Albany JEAN-GILLES
M Fernand ODONNAT
Mme Ghislaine SENELY
Mme Jeannie JEAN-MARIE

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services. Le Quorum étant atteint la séance commence.

La Présidente déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Fiona RESIDANT a été désignée pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptée.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

I) DIRECTION GENERALE

- 1 - Procès-Verbal du 25 juillet 2024, P. 3 à 6
- 2 - Procès-Verbal du 9 septembre 2024, P. 7 à 15

II) DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

- 3 - Projet d'ombrières photovoltaïques sur le territoire du Vauclin, P. 16
- 4 - Autorisation de signature - Protocole d'accord transactionnel entre la Ville et l'ADUAM, P. 17 (Annexe 1)

III) DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS

- 5 - Vente du terrain communal cadastré B n° 820. **P.18**
- 6 - Vente d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle communale B n° 1053. **P. 19 à 20**
- 7 - Transfert de la vente du terrain communal cadastré A n° 901. **P.21**
- 8 - Signature des actes de vente. **P. 22**
- 9 - Admission en non-valeur de créances irrécouvrables. **P. 22 (Annexe 2)**
- 10 - Prise en charge de dépenses sur le budget communal. **P. 23**
- 11 - Attribution d'une bourse d'excellence. **P. 24**
- 12 - Décision modificative N° 2. **P. 25 à 28**
- 13 - Plan de financement : Diminution des divers risques provoqués par l'échouage des algues sargasses. **P. 29**
- 14 - Création d'un contrat de projet de 18 mois dans le cadre du dispositif du volontariat territorial en administration (VTA). **P. 30**
- 15 - Création d'un poste de directeur des relations de proximité et vie locale. **P. 31**
- 16 - Protection sociale complémentaire. **P. 32 à 33**
- 17 - Attribution de bons d'achat à Noël – Revalorisation. **P. 34**

IV) DIRECTION DES RELATIONS DE PROXIMITE ET DE LA VIE LOCALE

- 18 - Concours apportés aux associations. **P. 35**
- 19 - Ratification de la convention An Limière. **P. 35 (Annexe 3)**
- 20 - Organisation d'une manifestation « Bal Boutjé ». **P.36**

V) DIRECTION GENERALE DES SERVICES

1 - Procès-Verbal du 25 juillet 2024

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins deux abstentions.

2 - Procès-Verbal du 9 septembre 2024

Mme LEBRAVE demande à ce que soit corrigée son intervention concernant l'Ecole de Montagne. Elle a précisé que le document prêtait à confusion car elle se demandait si l'étude concernait l'école de Montagne et le dispensaire ou juste l'école de Montagne.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, en tenant compte des remarques de Mme LEBRAVE.

I) DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

3 - Projet d'ombrières photovoltaïques sur le territoire du Vaublin

L'Entreprise ELEMENTS CARAIBES présente le projet.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande si la ville a travaillé par rapport au PLU, et si les deux terrains sont constructibles.

M. LE MAIRE répond par l'affirmative.

Mme LEBRAVE interroge ensuite sur la création éventuelle d'emplois par rapport au projet et sur la gestion de l'entretien des panneaux.

Elle souligne que c'est un projet intéressant, aligné avec les principes du développement durable, mais insiste sur la nécessité de débouchés en termes d'emploi. Elle demande également s'il existe des formations spécifiques prévues dans le cadre du projet

L'intervenant explique que dans les DOM, plus de 90 % de l'énergie provient encore de sources fossiles. Concernant la maintenance, l'entreprise prévoit d'implanter une base de techniciens sur le territoire. Pour la phase de construction, il indique que le projet pourrait s'étaler sur 5 à 7 ans, ce qui engendrerait des opportunités d'emplois dans le domaine photovoltaïque.

M. BABO demande combien de parcs similaires existe actuellement dans les DOM.

L'intervenant répond qu'un projet d'ombrières sur le terrain agricole est en cours à Anse-Bertrand (Guadeloupe) avec un démarrage des travaux prévu en 2025. Il précise qu'il n'y a pas de projets déjà sortis de terre pour le moment, bien que des autorisations soient déjà signées avec plusieurs sites

Par ailleurs, il mentionne que ce type de projet est déjà opérationnel à l'échelle européenne.

M. BABO demande quelle serait la hauteur des ombrières.

L'intervenant précise que ces dernières peuvent être adaptées en fonction des besoins spécifiques.

Mme LEBRAVE demande des précisions sur la résistance des panneaux face aux agressions de l'air salin et aux algues sargasses.

L'intervenant répond qu'une maintenance plus fréquente est prévue pour ces panneaux, comparée à celle d'une centrale située hors de ces zones.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins une abstention

Mme LEBRAVE précise qu'elle s'abstient, non par opposition au projet et au développement durable, mais parce que le représentant n'a pas donné d'exemples concrets de réalisation déjà en fonction. Elle exprime toutefois le souhait de voir des retombées favorables pour la commune.

M. LE MAIRE répond qu'il comprend son abstention et espère que les résultats des préalables pourront la convaincre.

4 - Autorisation de signature - Protocole d'accord transactionnel entre la Ville et l'ADDUAM

M. ZACHARIE expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande à qui revient la responsabilité du retard.

Le Maire répond que la faute incombe à l'État.

Mme LEBRAVE insiste sur la nécessité de le mentionner dans le rapport.

Elle demande également une explication concernant la phrase : « à hauteur des tâches réalisées et des livrables effectivement fournis à la collectivité. »

Mme BORNE revient sur les hiatus induits par le COVID et sur les évolutions de la réglementation qui ont conduit la Ville à se repositionner vis à vis de ces projets.

Concernant le RLP, en l'absence de document de ce type sur une commune, il appartenait à l'Etat de faire la police concernant les panneaux publicitaires en infraction, mais dans les faits, les services concernés n'intervenaient jamais. La Ville souhaitait donc organiser la publicité sur son territoire. L'Etat a finalement choisi de se dessaisir de cette compétence et il appartient désormais au Maire d'instruire les demandes de publicité et de dresser PV. Le document tel qu'il avait été pensé n'a donc plus lieu d'être. Il pourra être revu ultérieurement. Pour autant, l'ADDUAM a travaillé, produit un diagnostic, rédigé un règlement... Il faut donc payer ces prestations.

Il en va de même pour la révision générale du PLU. L'ADDUAM a produit des documents mais les nouvelles perspectives, nées de la loi Climat Résilience ainsi que les contraintes liées à la trajectoire ZAN (zéro artificialisation nette) et au recul du trait de côte, amènent la Ville à prendre de la hauteur concernant l'aménagement de son territoire, ce d'autant que les documents supra-communaux, auxquels le PLU devra être conforme, viennent tout juste d'entrer en phase de révision.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal approuvent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux abstentions.

I) DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS

5 - Vente du terrain communal cadastre B n° 820

M. MELCHIOR expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

6 - Vente d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle communale cadastrée B n° 1053.

M. BABO expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le debat.

M AUGUSTE-CHARLERY exprime son avis, en disant qu'il estime que 30 €/m2 pour une église est un prix élevé. Il précise qu'il s'agit d'une structure à vocation spirituelle et non lucrative, et qu'il aurait préféré que la ville propose une vente à l'euro symbolique, surtout que la ville a vendu des terrains à M. RIMBAUD et au groupe GBH au prix de 28 € le mètre carré, montant qu'il trouve dérisoire par rapport au montant proposé à l'église. Il ajoute qu'une église est avant tout un lieu de paix et de tranquillité.

Mme LEBRAVE intervient pour souligner dans un premier temps qu'il existe en effet un problème de stationnement près de ce temple. Elle revient sur les propos de M AUGUSTE-CHARLERY en précisant qu'elle a eu la même réflexion au début. Elle estime aussi que la ville a tout de même fait un effort sur le prix de vente. Elle indique que, bien qu'un prix de 15 € aurait été plus favorable, 30 € reste un montant raisonnable. Elle précise également qu'elle n'est pas opposée à la vente pour les adhérents du temple.

M LE MAIRE rappelle que le terrain occupé par le temple lui avait déjà été cédé à l'époque gracieusement. Par ailleurs, le prix de 30€ a été proposé par écrit par l'association elle-même. Le Maire rappelle également que la réglementation interdit à la ville de céder gracieusement ou à l'euro symbolique les terrains communaux à l'exception d'un motif d'intérêt général. S'agissant des ventes précédentes évoquées par M Auguste-Charlery, M le Maire précise qu'ils ont permis la création de 240 logements sociaux ainsi que de lotissements privés pour accueillir une population désireuse de revenir au Vauclain. Cela contribue à limiter les pertes démographiques tout en élargissant la base fiscale, augmentant ainsi les revenus de la ville. Il ajoute qu'il est donc impossible de proposer un prix symbolique d'un euro, car cela placerait la ville dans une situation d'illegalité. Enfin, il précise qu'il ne souhaite pas engager de débat sur la religion, reconnaissant qu'un temple est effectivement un lieu de tranquillité et d'apaisement.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

7 - Transfert de vente du terrain communal cadastré A n° 901

Mme PIERRE-LOUIS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le debat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

8 - Signature des actes de vente

Mme TONNET expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le debat.

LE MAIRE demande de supprimer « n'est pas disponible » et de mettre à la place « indisponible », à la phrase suivante : « Cependant, ce dernier peut être empêché ou n'est pas disponible, entraînant alors des retards dans la signature des actes chez le notaire ».

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

9 - Admission en non-valeur de créances irrécouvrables

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE dit qu'elle s'interroge sur les montants qui se trouvent sur le document en annexe et trouve irrespectueux de la part des administrés et des collectivités de ne pas s'acquitter de leurs dettes.

Mme MAGDELONNETTE précise après vérification du document qu'il s'agit bien d'un particulier et non d'une collectivité territoriale.

M LE MAIRE demande si la ville à essayer de récupérer la somme due.

Mme MAGDELONNETTE explique qu'il appartient au comptable de faire toutes les relances jusqu'à l'ATD et ne sait pas comment le tiers en comptabilité a été saisi à l'époque. À tout moment, le comptable poursuit ses relances. Une fois la somme récupérée, elle est imputée sur un compte d'admission en non-valeur.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux abstentions.

10 - Prise en charge de dépenses sur le budget communal

M. OCCOLIER expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux abstentions.

11 - Attribution d'une bourse d'excellence

Mme CANCORIET expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE indique que le principe est honorable mais demande si la ville peut accorder 2 000 € au lieu de 1 000 € aux vues des frais restants à payer par l'étudiant.

M. LE MAIRE répond que le montant proposé est justifié par le fait qu'il s'agit d'une première initiative. Il précise également qu'il ne souhaitait pas que cette demande d'aide passe par le CCAS mais qu'il est ouvert à une réévaluation à la hausse du montant si cela est possible pour les finances.

Mme LEBRAVE suggère d'augmenter le montant à 2 000 €, voire 3 000 €.

M. LE MAIRE propose de soumettre au vote l'attribution d'une aide de 2 000 €, mais indique qu'il ne sera pas possible d'aller au-delà en raison des contraintes financières du notamment de l'augmentation anticipée du SMIC et de ses répercussions sur les finances de la ville en cette période de fin d'année.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal approuvent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins une voix contre.

M. LE MAIRE remercie les élus pour leur décision.

Mme LEBRAVE suggère que la ville devrait définir un montant spécifique pour l'attribution de ce type de bourse.
M. LE MAIRE répond que cette proposition sera examinée lors de l'élaboration du prochain budget.

12 - DECISION MODIFICATIVE N° 2

Mme MAINGE expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux abstentions.

13 - Plan de financement : Diminution des divers risques provoqués par l'échouement des algues sargasses.

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

14 – Création d'un contrat de projet de 19 mois dans le cadre du dispositif du volontariat territorial en administration (VTA).

Mme. LUTHBERT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

15 - Création d'un poste de directeur des relations de proximité et vie locale

M. OCCOLIER expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE dit avoir l'impression qu'il s'agit plus d'une transformation de poste que d'une création. Elle se dit interpellée par les missions associées à celui-ci. Elle demande aussi, si les tâches d'éducateur des activités sportives seront réparties, quelle sera la durée du contrat, et si un appel à candidatures est prévu

M. LE MAIRE répond que l'argent étant parti à la retraite il convenait de créer un poste de catégorie A avec les mêmes missions. Cette direction avait été créée lors de l'audit. L'argent parti à la retraite n'occupait plus le poste d'éducateur des activités sportives depuis longtemps. Un agent occupe déjà ce poste et comme il donne entièrement satisfaction il sera maintenu en poste. Une publicité avait été réalisée au moment du recrutement du directeur par intérim.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

16 - Protection sociale complémentaire

M. ZACHARIE expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

17 - Attribution de bons d'achat à Noël – Revalorisation

M. MELCHIOR expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE propose d'adapter les montants du bon d'achat en fonction des tranches d'âge.

M. LE MAIRE indique que cette proposition sera étudiée et éventuellement mise en œuvre pour Noël 2025.

VOTE : Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés

II) DIRECTION DES RELATIONS DE PROXIMITÉ ET DE LA VIE LOCALE

18 - Concours apportés aux associations

M. BABO expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE : Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents.

19 - Ratification de la convention An Limié

Mme CANCORIET expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE : Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

20 - Organisation d'une manifestation « Bal Boujé »

Mme RESIDANT expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE déclare s'abstenir car le budget de la manifestation n'a pas été présenté.

Mme la DGS précise que le budget est d'environ 18000 euros.

M le Maire répond que le budget lui sera présenté lors du prochain budget.

VOTE : Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins une abstention.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 20h.

[Handwritten signatures and notes in blue ink at the bottom of the page.]